Les manifestations sont un fait rare en Birmanie. Sous le joug d'une junte militaire parmi les plus répressives au monde, la population n'a pas oublié la violence de la répression des manifestations pour la démocratie de 1988 qui s'est soldée par la mort d'au moins 3000 manifestants et des milliers d'arrestations. Pourtant, malgré un quadrillage serré du pays par des milices paramilitaires, le peuple birman qui vit dans une extrême pauvreté, dans la pénurie, des conditions économiques moyenâgeuses, l'absence de démocratie et l'injustice quotidienne a, à nouveau défié la junte birmane. Celle-ci n'a pu empêcher le développement de manifestations, les plus importantes depuis une vingtaine d'années.

Les marches de rue ont commencé à la suite de l'augmentation du prix de l'essence de deux tiers, du doublement du prix du diesel et du quintuplement du prix du gaz naturel comprimé à la mi-août à Rangoun. Les Birmans ont été choqués par cette brutale et soudaine augmentation, condamnant nombre d'entre eux à devoir dépenser près de la moitié de leur salaire pour payer les frais de transports en commun (qui ont augmenté en conséquence de la hausse des prix du carburant) ou à aller travailler à pied (quand c'est possible).

La junte militaire avait anticipé ces mouvements de protestation et avait mis en alerte ses milices pour intimider les manifestants. Malgré cela, les marches de rue pacifiques, initiées en général par des étudiants, se sont déroulées quotidiennement dans de nombreuses villes du pays. Jusqu'à récemment l'armée et les forces de police anti-émeute n'étaient pas apparues en public. Les premières manifestations ont été réprimées par les nervis de l'Association de l'Union pour le Développement et la Solidarité (USDA) et par le groupe paramilitaire « Swan Arr Shin » (« les tout puissants »), des organisations soutenues par le gouvernement. Des rapports ont aussi fait état que le régime avait entraîné des voyous et des criminels, relâchés à cette occasion de prison [1]. Dès les premières semaines, des centaines de manifestants pacifiques qui se mobilisaient contre les conditions économiques difficiles ont été arrêtés par la police et de lourdes peines de prisons ont été prononcées [2]. Les journalistes se sont vus interdire de

couvrir les événements et les membres de la Ligue Nationale pour la Démocratie (NLD), dont l'une des principales dirigeantes est Aung San Suu Kyi, ont été très étroitement surveillés, traqués, arrêtés [3]. Les principaux militants politiques du pays, nombre d'entre eux appartenant à la NLD, ont été arrêtés dès la fin août comme Min Ko Naing et Ko Ko Gyi [4]. D'autres ont pris la fuite comme Su Su Nway, militante des droits des travailleurs [5] et Phyu Phyu Thin, membre d'une association d'aide aux malades du Sida.

Les moines avec le peuple

Début septembre, les manifestations ont pris un cours nouveau avec la participation de moines bouddhistes dans la ville de Pakokku dans le district de Magwe. Environ 500 moines portant des pancartes "les moines avec le peuple" participèrent à une marche demandant l'abrogation de l'augmentation des prix et la libération des manifestants emprisonnés. La mort d'un des leurs dans la violente répression qui s'ensuivit a déchaîné la fureur des moines qui ont séquestré plusieurs représentants officiels venus s'excuser de la répression subie par les moines [6]. Ce fut un tournant dans la mobilisation, les revendications se déplaçant sur le terrain politique. A la suite de cet affrontement, des manifestations massives se sont développées partout dans les principales villes du pays, les moines manifestants d'abord seuls pour protéger la population, puis avec son soutien. Les moines, très jeunes dans l'ensemble, qui se sont organisés dans une « alliance de tous les moines birmans », avancent trois revendications principales : des excuses du gouvernement pour la violence qu'ils ont subi à Pakokku, des réformes économiques et la libération de tous les prisonniers politiques dont Daw Aung San Suu Kyi. Les militants pour la démocratie et la population ont beaucoup compté sur l'engagement des moines bouddhistes et leur soutien car ils sont très respectés et ont à de nombreuses reprises joué un rôle progressiste important en politique. Ils se sont mobilisés très tôt contre les colons anglais et leur rôle clef auprès des étudiants durant le soulèvement de 1988 reste dans toutes les mémoires. Pour la junte militaire, l'intervention contre les moines à Pakokku était particulièrement risquée et peut être un « dérapage » de quelques nervis sur place. N'ayant aucune légitimité, ni morale, ni politique, aux yeux de la population qu'ils asservissent et oppriment depuis 45 ans, les militaires au pouvoir ont essayé de créer cette légitimité à travers la promotion et la protection de la tradition bouddhiste [7].

En 1979, un Conseil Suprême des Moines (Sangha Maha Nayaka) et des conseils à tous les niveaux (villages, communes, districts) furent créés dans le but de contrôler les moines et les monastères. Toute cérémonie traditionnelle, construction de monastère ou temple doit être approuvées par le représentant local du Sangha Maha Nayaka. Les moines qui refusent d'adhérer au conseil sont étroitement contrôlés. Parallèlement, les militaires ont multipliés les offrandes aux moines et aux monastères qui acceptent leur autorité. Dans un pays profondément marqué par la foi bouddhiste, les militaires sont aussi préoccupés par la nécessité d'acquérir des « mérites » pour s'affranchir des conséquences dans une vie future de leur brutalité [8]. On comprend l'impact qu'a eu le boycott des offrandes des militaires et de leurs familles organisé par les moines sur la junte qui ose se faire appeler le State Peace and Development Council (SPDC) [9] et pourquoi elle a multiplié les avertissements et a conjuré les moines de rester en dehors des évènements politiques.

Militarisation de la société

Le contrôle des militaires ne s'est pas limité aux congrégations religieuses. Depuis le coup d'Etat du Général Ne Win en 1962, la Tatmadaw (l'armée birmane) a dominé à peu près tous les aspects de la vie politique, économique et sociale du pays. Depuis lors, aucune mobilité ou opportunité sociale ne s'opère en dehors de l'armée. Les militaires contrôlent, du niveau local au niveau national, la redistribution des richesses et des terres. Au plan économique, l'armée contrôle deux des plus puissantes sociétés birmanes, la Union of Myanmar Economic Holdings (UMEH) et la Myanmar Economic Cooperation (MEC). Les objectifs déclarés de l'UMEH sont de « subvenir aux besoins des personnels militaires et de leur famille » et de « devenir le principal soutien logistique de l'armée ». Le but de la MEC est de « transférer les fonds affectés à la défense du secteur public vers le privé ». Elle est autorisée à faire des affaires dans à peu près tous les domaines qu'elle souhaite. Tous les investissements étrangers en Birmanie doivent être approuvés par la Myanmar Investment Commission (MIC), contrôlée directement par la junte, ce qui lui permet de canaliser les bénéfices des investissements vers les compagnies dominées par les militaires [10]. Total et les autres compagnies qui investissent ou ont investi massivement en Birmanie ont beau jeu de dire qu'ils ne font pas de politique. Les birmans ne voient pas un centime de l'argent qui par contre enrichit la junte et perpétue son pouvoir.

En septembre 1993, pour consolider son pouvoir sur la société, le régime militaire créait l'Association pour la Solidarité et le Développement de l'Union (USDA), présentée comme une organisation de la société civile mais ayant des liens directs avec le général en chef Than Shwe, devenu chef de la junte en 1992 et l'homme le plus puissant du pays. Cette association se flatte de compter aujourd'hui 22.8 millions de membres, soit à peu près la moitié de la population du pays. Dans les faits, l'adhésion à l'association est présentée comme obligatoire auprès des étudiants et des citoyens, dont nombre ont été enrôlés sans en avoir connaissance. D'autre part, en refusant d'adhérer à l'association, on s'expose au harcèlement et les opportunités en matière éducative ou professionnelle se referment. Au sein de l'association, les étudiants membres sont encouragés à surveiller les activités de leurs camarades de classe. Etre membre de l'USDA permet d'accéder à des cours d'anglais et d'informatique ainsi qu'à des activités extra scolaires et sportives. En 1996, le régime a transformé l'association en une force contre les étudiants membres de la NLD. Depuis lors on retrouve souvent aux avant postes de la répression des membres de l'USDA. Ce sont eux notamment qui ont attaqué Aung San Suu Kyi en 2003 et tenté de l'assassiner [11].

Enjeux financiers versus droits de l'homme

Contrairement à 1988, la crise actuelle en Birmanie est très médiatisée au niveau international. Cela a permis de faire connaître très largement dans quelles conditions vivent les birmans et la nature extrêmement oppressive du régime au pouvoir. Le courage des manifestants face aux menaces qu'ils encourent en s'opposant (tabassage, torture, prison, mort…) n'est plus à démontrer. C'est pourquoi l'ont aurait pu s'attendre à des condamnations plus fermes de la communauté internationale, à un soutien plus appuyé aux forces démocratiques du pays et surtout à des actes qui fassent réellement pression sur la junte.

Les réactions ont été malheureusement très en deçà, les droits de l'homme et la démocratie faisant peu de poids face aux enjeux financiers. Car en dehors des Etats-Unis, aucun pays, ni organisation n'a annoncé de dispositions contraignantes susceptibles d'infléchir la position de la junte.

Le 6 septembre, le Parlement européen condamnait les violations des droits de l'homme et accusait la junte birmane d'être une menace pour l'Asie du Sud Est… mais ajoutait dans le même temps, par la voix de son commissaire Vivian Reding, « isoler le Myanmar n'est pas la solution pour encourager les changements… nous ne croyons pas que le renforcement des mesures va pousser le gouvernement dans la direction voulue ou va soulager les souffrances du peuple birman » [12]. Bien qu'ayant une position commune sur la Birmanie "en vue d'établir un gouvernement civil légitime qui respecte les droits de l'homme » [13], les membres de l'Union européenne se sont en fait accordés sur le plus petit dénominateur commun. Si, quelques Etats comme la Grande-Bretagne, la République Tchèque, les Pays-Bas, l'Irlande et le Danemark sont favorables à une politique plus ferme envers la Birmanie, la France, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne et la Pologne s'y sont jusqu'à présent opposé. Leur position s'explique en particulier par les intérêts économiques qu'ils ont développés dans le pays. Malgré des appels réguliers à la libération d'Aung San Suu Kyi, la diplomatie française, par exemple, s'est toujours montrée attachée à la défense des investissements financiers français dans le pays. Elle n'a pas hésité à soutenir la compagnie Total, l'un des plus importants investisseurs en Birmanie, accusée d'avoir eu recours au travail forcé [14]. L'entreprise dirige l'exploitation des champs gaziers de Yadana, qui rapporte au gouvernement birman entre 200 et 450 millions de dollars américains annuellement, soit environ 7% du budget estimé de l'Etat birman [15].

Les mesures actuelles de la commission européenne incluent un embargo sur la vente d'arme et le matériel de défense, une interdiction de toute aide non humanitaire et l'interdiction d'investissement dans certaines entreprises publiques. Les secteurs stratégiques qui rapportent de l'argent à la junte et l'aide à se maintenir au pouvoir, comme le bois de construction, les pierres précieuses, les minerais, le gaz et le pétrole ne sont pas concernés par ces mesures d'interdiction [16]. Autant dire que les pressions européennes en matière financière sont pour le moins inefficaces, voire hypocrites. On ne peut envisager une politique de sanctions efficaces en dehors de l'interdiction totale d'investir dans le pays, ou au moins une interdiction d'investir dans les domaines vitaux pour la junte.

D'un point de vue politique, l'Union européenne n'a pas montré beaucoup plus de détermination. Ces dernières années, la commission européenne a réduit ses subventions aux projets visant au développement des droits de l'homme et de la démocratie. Selon l'association Info-Birmanie, l'UE n'a soutenu que « mollement » les projets de résolution sur la Birmanie au Conseil de sécurité des Nations unies début 2007 [17].

Soutiens régionaux

En Asie, les démocrates birmans ont peu de chance d'obtenir de meilleurs soutiens. Les pays voisins, notamment l'Inde et la Chine, étant de gros consommateurs des matières premières que la Birmanie possède en abondance, ont décidé de fermer les yeux sur les violations systématiques des droits de l'homme et de l'enfant. Il est vrai qu'en Inde et en Chine les travailleurs et les enfants travailleurs sont aussi férocement exploités. La situation géographique de la Birmanie intéresse au plus haut point l'Inde qui cherche à mettre en œuvre sa politique en « direction de l'Est » et la Chine qui y voit la possibilité d'obtenir un débouché sur l'Océan Indien et ainsi contourner le détroit de Malacca pour son acheminement de pétrole en provenance du Moyen Orient.

La Chine et la Birmanie ont toujours entretenu des relations de bons voisinages. Première en dehors du bloc « communiste » à reconnaître la République Populaire de Chine en 1949, la Birmanie fut aussi la première à signer un traité d'amitié et de non agression en 1961 avec son voisin, ses dirigeants furent les premiers à exprimer leur sympathie au gouvernement de Pékin à la suite de la répression de la Place Tienanmen en 1989. En 1991, les dirigeants chinois furent les premiers à vendre des armes, des avions, des frégates et autres équipements

militaires à la junte birmane [18]. La Chine a aussi beaucoup investi dans les infrastructures birmanes (ports sur l'Océan indien, routes, etc.). C'est un gros importateur de bois et minerais en provenance de la Birmanie. Depuis le début de l'année 2007, le soutien de la Chine à la Birmanie s'est considérablement accentué en vue de renforcer les liens économiques et financiers, prévus pour assurer le développement de Yunnan, province Chinoise frontalière de la Birmanie. Au niveau politique, les Chinois voient dans la Birmanie un cheval de Troie au sein de l'ASEAN, qu'ils considèrent trop influencée par les Etats-Unis.

Pékin, avec beaucoup de précaution, a récemment ajouté sa voix aux pressions internationales contre la répression, mais elle maintient sa politique de « non ingérence dans les affaires domestiques » de la Birmanie. La Chine a vivement souhaité que la Birmanie « entame un processus démocratique approprié pour le pays » et restaure une « stabilité interne le plus rapidement possible ». Le bien être du peuple birman a peu à voir là dedans. Pékin est très nerveux car l'instabilité actuelle pourrait menacer les investissements considérables de la Chine en Birmanie et fragiliser les régions frontalières entre les deux pays, entraînant des déplacements de population importants - plus d'un million de Chinois se sont installés en Birmanie récemment [19].

L'Inde, quant à elle, a attendu le 26 septembre, premier jours où la junte birmane a envoyé la troupe et tué plusieurs moines et civils, pour « exprimer sa préoccupation » concernant la répression des mobilisations. Questionné sur les étroites relations entre la junte birmane et l'Inde par les ambassadeurs des Etats-Unis et de Grande-Bretagne lors d'une visite en Thaïlande, le ministre des affaires étrangères indien a répliqué que « le principe cardinal de la politique étrangère indienne est la non-interférence dans les affaires domestiques de quelque pays que ce soit …C'est au peuple birman de décider quelle sorte de gouvernement ils veulent » [20]. Le peuple birman, réprimé dans le sang dès qu'il réclame la démocratie et un changement de gouvernement appréciera. La politique de soutien entre Jawaharlal Nehru et Aung San, héros de l'indépendance nationale birmane pays est décidemment bien loin. Dans un contexte de grande tension et avec des risques de répression féroce, l'Inde n'a pas hésité à dépêcher le 23 septembre son ministre du pétrole de l'Union Murli Deora [21]. Il s'agissait pour l'Inde de voir dans quelle mesure, d'une part, elle pourrait exploiter des gisements d'hydrocarbures découverts en Birmanie et d'autre part de tenter de changer la décision de la Birmanie de vendre à la Chine, et non pas à l'Inde, le gaz que deux compagnies indiennes exploitent conjointement avec des entreprises birmanes dans les gisements off shore A1 et A3

dans l'Océan Indien.

L'Inde est déterminée coûte que coûte à renforcer ses relations avec la Birmanie pour limiter le terrain à la Chine. New Delhi a prévu une quantité de projets allant de la construction d'un pipe line entre la côte birmane et l'Inde à l'aménagement d'un port dans la baie du Bengale permettant à ses Etats du Nord (dont seulement 2% des terres sont rattachés au sous continent) d'avoir un accès aux routes commerciales et de développer la politique indienne (« Look Est Policy ») en direction des pays de l'ASEAN [22]. Que la Birmanie soit considérée comme un Etat paria par la communauté internationale n'a pas non plus empêché l'Inde de rechercher des accords de coopération militaire avec la junte. Ainsi, selon Human Rights Watch, l'Inde aurait offert des hélicoptères de combat légers, du matériel de pointe pour les avions de combats et des avions de surveillance navale en échange d'une politique contre les rebelles indiens qui utilisent la Birmanie comme base arrière de leur mouvement d'indépendance.

Japon, Thaïlande et Corée du Sud ne sont pas en reste. Depuis les années 50, le Japon a été la première source d'« aide au développement » de la Birmanie. Dès le 17 février 1989, Tokyo reconnaissait le SLORC (State Law and Order Restauration Council) [23], et reprenait son aide, suspendue avant le coup d'Etat pour des raisons d'instabilités politiques [24]. Dans la crise actuelle, bien qu'appelant la junte à « de la retenue », le Japon a indiqué qu'il ne se joindrait pas à d'éventuelles sanctions commerciales contre la Birmanie et ce malgré les images montrant qu'un reporter japonais a été tué à bout portant par un militaire birman au cours d'une manifestation. Le Japon décrit ses investissements commerciaux comme une « aide publique au développement » (APD) qu'il n'est pas décidé à reconsidérer. Les APD sont en effet le moyen qu'utilise le Japon pour exercer son influence dans la région tout en respectant l'interdiction constitutionnelle d'envoyer des forces militaires à l'étranger [25].

La Thaïlande est le troisième investisseur en Birmanie et le premier destinataire du gaz naturel

birman qui a rapporté à la junte 1 milliard de dollars US pour la seule année 2005-06, montant qui a doublé l'année suivante en grande partie grâce à la hausse du prix. La Thaïlande n'hésite pas à piller les ressources birmanes avec la complicité de la junte au pouvoir. En 2005, la compagnie publique d'électricité thaïlandaise Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT) a signé un protocole d'accord avec la junte ouvrant la voie à la construction de plusieurs barrages sur le fleuve Salween, qui borde la Thaïlande et la Birmanie, afin d'approvisionner l'industrie Thaïlandaise en électricité et eau. S'ils voyaient le jour, ces barrages, outre l'enrichissement des membres de la junte, créeraient un désastre écologique et humain. Le premier barrage, Hatgyi Dam, est prévu dans une zone de l'Etat Karen où les militaires ont chassé violemment les villageois et détruits leurs foyers. En 2006, les militaires birmans ont attaqué au mortier les villageois Karen pour les chasser de la région. Ils n'ont épargné que des adultes et des enfants contraints de travailler sur les chantiers de construction des barrages. Beaucoup de femmes et de fillettes ont été violées par les soudards. Une grande partie du territoire contrôlé par les rebelles Karen sera inondée par le barrage. Une bonne affaire pour les militaires birmans. Un autre barrage prévu dans l'Etat Shan sera, après construction, le plus haut barrage d'Asie. Il est prévu dans une zone où les civils Shan ont aussi été brutalement déplacés par centaines de milliers depuis 1996. Alors que la coupe du Teck est désormais interdite en Thaïlande, celle-ci importe de Birmanie des quantités de ce bois rare. Le teck représente la deuxième ressource officielle de la junte avec 427 millions de dollars en 2004-2005. Son exploitation, légale et illégale, entraîne la disparition de forêts primaires à un rythme tel que ces écosystèmes pourraient être définitivement disparus à l'horizon 2020 [26].

Enfin, la Corée du Sud est une illustration parfaite de l'hypocrisie et du double langage, que de nombreux pays utilisent quand il s'agit de la Birmanie. La Corée, dont la population est très sensible à la question des droits de l'homme, a interdit la vente d'armes à la Birmanie. Malgré le risque de sanctions qu'elle encourait, la firme Daewoo International, n'a pas hésité à exporter des équipements militaires, de la technologie et à construire une usine d'armement sur le territoire birman. Son président de l'époque, Lee Tae-Yong vient d'être poursuivi en justice pour ces faits. D'un autre côté, Daewoo International, qui détient 60% de trois champs de gaz naturel en Birmanie, vient de découvrir un nouveau gisement de 219.2 milliards de mètres cubes de gaz exploitable, le plus grand gisement jamais découvert par une entreprise coréenne et l'équivalent de 7 années de consommation de gaz pour l'ensemble de la Corée du sud. Le gouvernement coréen a très vite fait savoir qu'il désirait voir le gaz arriver dans son pays [27]…

Pour compléter ce tableau, signalons que de nombreux Etats ne font pas de commerce direct avec la Birmanie, mais n'hésitent pas à vendre des armes et toutes sortes de matériels que la junte utilise à des fins militaires à des pays comme la Suisse, Singapour ou le Pakistan, qui les revendent ensuite à la junte militaire birmane [28].

Politique d'« engagement constructif »

La dictature birmane doit essentiellement sa survie aux investissements financiers mirobolants que des Etats peu regardant comme l'Inde, la Chine, la France n'hésitent pas à faire dans le pays. Les tentatives de faire pression au niveau politique ont fait long feu. La politique de l'Association du Sud Est Asiatique (ASEAN) [29] envers la Birmanie en est une brillante illustration. La Birmanie est devenue membre de l'ASEAN en 1997. Les membres de l'association, et tout particulièrement la Malaisie, l'Indonésie et Singapour, défendirent leur position face aux critiques internationales en expliquant qu'un Etat qui viole les droits de l'homme ne devrait pas rester isoler et en mesure de continuer ses abus. Selon le Premier Ministre malaisien de l'époque, Mahatir Mohammed « si la Birmanie est en dehors, elle est libre de se conduire comme un voyou ou un paria, alors que si elle est dedans, elle sera sujette à certaines normes » [30]. C'est ce que l'ASEAN a appelé la « politique d'engagement constructif » supposé amener la junte sur la voie des réformes démocratiques.

En 10 ans d'appartenance à l'ASEAN, la junte n'a montré aucune volonté de réforme démocratique. Sa politique de répression à l'encontre des opposants politiques et des minorités ethniques s'est même renforcée dans les années 2000 comme si son adhésion avait valeur de caution morale. Le flot continuel de réfugiés birmans, en Inde et Thaïlande notamment, le trafic de drogue, le développement du virus du Sida et plus récemment le manque de contrôle de la grippe aviaire menacent la sécurité de toute la région. Malgré cela, plusieurs Etats membres de l'ASEAN continuent de développer des relations commerciales avec le gouvernement birman comme si de rien était et ne sont pas prêt à les sacrifier.

Un cumul de tristes records

La junte militaire au pouvoir en Birmanie n'a jamais eu d'autres objectifs que son enrichissement personnel et son maintien au pouvoir. Aucune politique favorable au développement économique du pays et à l'amélioration du niveau de vie de la population n'a jamais été mise en place depuis le renversement du gouvernement démocratiquement élu d'U Nu en mars 1962 [31]. Les différentes juntes militaires ont au contraire systématiquement développé les trafics en tous genres et le pillage des ressources naturelles du pays.

Des dizaines d'années de réformes sous la bannière de « la voie birmane vers le Socialisme » [32] ont conduit à la quasi ruine de l'économie et à l'effondrement des institutions telles que l'éducation et la santé. L'économie est si arriérée que la Birmanie figure parmi les pays les plus pauvres et « les moins développées au monde » (source Nations Unies).

Les seules institutions existant encore dans le pays sont l'armée et le clergé. La Birmanie détient un bien triste palmarès :

- Elle détient le record absolu d'enrôlement forcé d'enfants dans l'armée. Selon l'association

Coalition to Stop The Use of Child Soldiers, il y aurait jusqu'à 20% d'enfants soldats, dont certains n'ont pas plus de 11 ans (chiffres année 2004) pour une armée estimée de 380000 à 400000 membres.

- Des dizaines de milliers de civils sont enrôlés de force dans la réalisation de projets tels que routes, ponts, aéroports. Le travail est gratuit, obligatoire. Si une personne ne peut l'assumer, elle paye une amende ou doit envoyer quelqu'un (homme, femme, enfant) pour faire le travail à sa place. Cette « forme d'esclavage moderne », comme l'a qualifié l'Organisation Internationale des Travailleurs (OIT), a servi à des compagnies comme Total et Unocal (racheté depuis par Chevron) sur le site de Yadana, malgré les dénégations de Bernard Kouchner payé 25000 euros en 2003 par un cabinet de consultants pour blanchir Total de toute accusation [33].

- L'armée Birmane est championne des violations des droits de l'homme. Dans sa lutte contre les minorités insurgées (Karen et Shan en particulier), elle utilise les exécutions sommaires, le viol des femmes et des enfants, la torture, les déplacements forcés, le pillage. Elle incendie les villages, brûle les cheptels et ressources alimentaires des villageois, tuent les travailleurs de la santé qui tentent de leur porter assistance [34].

- En 2006, la Birmanie était classée 164 sur 169 nations en ce qui concerne la liberté de la presse (source Reporters sans frontières).

- La Birmanie est le deuxième producteur mondial d'opium et le premier producteur

d'amphétamines grâce, semble-t-il, à la complicité de sa police et de son armée. La drogue est acheminée à l'étranger via l'Inde, la Chine, la Thaïlande et le Bangladesh, créant des situations effroyables. A cause de l'usage répandu de drogue par injection, la région frontalière entre la Chine et la Birmanie a l'un des taux d'infection HIV les plus élevés d'Asie. Côté indien, l'absence de réponses adéquates de la part de l'Inde et de la Birmanie [35] ainsi que l'absence de coopération entre les deux pays ont conduit à une situation humanitaire catastrophique. Près de 730 villages de l'Etat de Mizoram seraient affectés par l'usage de drogues. 60 % de la tribu Singpho dans l'Etat indien d'Arunachal Pradesh serait dépendante et il n'y aurait pas moins de 50000 toxicomanes dans l'Etat indien de Manipur [36]. La situation n'est guère plus brillante le long de la frontière Burmo-Thaï. La United Wa State Army (UWSA) a obtenu, en échange d'un accord de cessez le feu en 1989, que la junte ferme les yeux sur la production et le trafic de drogue qu'elle réalise. A l'origine implantés dans l'Etat Shan le long de la frontière chinoise, les Wa ont été autorisés à s'établir dans les Etats bordant la frontière Thaïlandaise où ils ont étendu leur « commerce ». A partir de 2001, Thaksin Shinawatra, devenu premier ministre de la Thaïlande, entama un tournant politique dans les relations historiques tumultueuses entre les deux pays, s'engageant dans une politique d'« accords économiques bénéficiant aux deux parties ». Bien qu'ayant lancé une « guerre contre la drogue » qui a conduit à plus de 2000 meurtres extra judiciaires en Thaïlande, Thaksin limita les activités de l'armée de l'air Thaï à la frontière pour ne pas gêner les activités des trafiquants de drogues Wa [37].

Education et santé sacrifiées

L'un des aspects les plus dramatiques du bilan de la dictature concerne l'éducation et la santé. Officiellement l'école primaire est gratuite mais elle ne dispose pas de moyens financiers suffisants pour fonctionner. Les livres, les cahiers, les crayons et les coûts d'entretien de l'école sont à la charge des parents. Dans un pays où la majorité vit avec 1 dollar par jours, le seuil de pauvreté absolue selon la banque mondiale, la conséquence est que le niveau d'éducation de la population est extrêmement faible. « Pour les années 1998 et 1999, l'Etat a consacré moins de 7% de ses dépenses à l'éducation contre 49% à son armée » [38]. Selon les statistiques de l'UNICEF- dont les données concernant la Birmanie sont sujettes à caution car les sources proviennent essentiellement du gouvernement birman- 79 % des enfants complètent un cycle entier de l'enseignement primaire. Ce taux incluant les redoublements, il faut comprendre que moins de la moitié des élèves du atteignent la dernière année d'enseignement primaire, ce qu'un rapport de l'Unicef confirme. Toujours selon ces sources, seulement un peu plus d'un

tiers des élèves accèderait à l'enseignement secondaire. Depuis le soulèvement de 1988 et jusqu'à l'an 2000, les universités ont été fermées plus qu'elles n'ont fonctionné. C'est un des moyens que s'est donné la junte militaire pour essayer de contenir la contestation dans les milieux étudiants [39].

Selon un rapport conjoint de chercheurs des universités de Berkeley et Johns Hopkins [40], la politique de « santé publique » de la junte birmane pose un problème pour la santé au niveau national, régional et mondial. Les dépenses de santé sont parmi les plus faibles au monde. Seulement 3% du budget de l'Etat est affecté aux dépenses de santé. Le budget annuel pour la prévention et le traitement du HIV est de 22 milles dollars par an pour une population d'environ 50 millions d'habitants. En conséquence, l'espérance de vie à la naissance n'excède pas 61 ans et le taux de mortalité infantile est de 76 ‰ (sources Unesco année 2004). En comparaison, l'Indonésie pour l'année 2004 avait une espérance de vie à la naissance de 67 ans et un taux de mortalité infantile de 30‰.

Le système de santé a été rendu incapable de répondre aux sérieux problèmes de santé du pays. Malaria, VIH/Sida et Tuberculose sont largement répandus sur tout le territoire. En 2005, 34 % des cas de tuberculose dans le pays étaient résistants à toutes les formes de traitement, chiffre deux fois plus élevé que dans les pays voisins comme la Thaïlande. Près de 90% de la population vit dans des zones infectées par la malaria (la moitié des décès dus à la malaria en Asie sont répertoriés en Birmanie). Le rapport révèle que près de 70 % des médicaments contre la malaria vendus en Birmanie sont des contrefaçons ou sont mal dosés, ce qui augmente les risques de résistance à la maladie, problème qui existe aussi pour la tuberculose. Depuis le putsch de 1988, des centaines de milliers de citoyens birmans ont été déplacés ou se sont réfugiées dans les pays frontaliers, notamment la Thaïlande, le Bangladesh et l'Inde. Dans ces pays, la plupart des birmans n'ont pas obtenu le statut de réfugiés. On recense par exemple plus de 2 millions de birmans vivant clandestinement en Thaïlande, contre seulement 140 000 ayant le statut officiel de réfugiés. Cette situation contribue à l'émergence ou la réémergence de maladies comme la tuberculose, la dengue ou la syphilis dans les pays limitrophes. L'absence de reconnaissance du statut de réfugiés oblige des millions de travailleurs immigrés birmans à vivre dans la clandestinité, à se prostituer ou à accepter un travail dangereux et sous rémunéré. L'accès aux soins leur est dénié et leur grande mobilité, due à la clandestinité, limite la capacité des ONG à leur porter secours. Cela contribue à répandre des infections comme le virus du Sida. Cela a pris de telles proportions que le ministre

de la Santé Thaïlandais a du admettre que cela menace le système de santé publique thaïlandais [41]. Cette situation a empiré depuis 2005 avec le durcissement de la politique de la junte envers les ONG et les associations caritatives, limitant leur capacité à travailler dans le pays et conduisant au retrait de certaines associations comme le Comité International de la Croix Rouge (CICR) et Médecins Sans Frontière (MSF).

Aider le peuple birman, maintenant !

Depuis qu'elle est au pouvoir, la junte birmane n'a fait que fouler au pied les droits les plus élémentaires du peuple birman. On ne peut la créditer d'aucune volonté de faire des réformes ni de rétablir un gouvernement civil. La récente convention nationale convoquée dans le but de rédiger une nouvelle constitution n'est qu'une farce politique de plus qui permettra à la junte de renforcer encore plus son pouvoir derrière un semblant de processus participatif. Les militaires ont très soigneusement contrôlé l'ensemble du processus, choisissant 99% des délégués, écartant les opposants, interdisant les questions, suggestions, remarques des délégués. Ceux-ci étaient interdits de communiquer avec la presse. Le résultat est une « constitution » écrite par les généraux pour les généraux [42] sans aucun espoir de changement ni d'amélioration de la situation.

Le calvaire du peuple birman n'a que trop duré et les appels à la « modération » de l'ONU et des gouvernements sont un scandale de plus. Sans doute plusieurs centaines de civils et moines ont été assassinés dans la violente répression de la semaine passée et des milliers de personnes ont été arrêtées. Mais contrairement à 1988, des millions de gens de part le monde ont pu assister aux massacres de civils manifestant pacifiquement pour des revendications on ne peut plus élémentaires : le droit de vivre décemment, la liberté… Les gouvernements qui soutiennent) la junte birmane sont cette fois-ci clairement montrés du doigt, moralement condamnés. La Chine, l'Inde, la Russie mais aussi les membres de l'ASEAN, la Corée du Sud, le Japon ne peuvent plus masquer leur hypocrisie.

L'ASEAN, par exemple, a beau exprimer sa « révulsion » de la violence de la junte, elle n'a donné aucun signe concret montrant qu'elle allait prendre la moindre mesure. Au moins, tous ces pays ne pourront plus continuer leur commerce lucratif avec la junte et le pillage des ressources naturelles du pays sur le derrière de la scène.

Les Nations Unies, l'Union européenne et les Etats-Unis ont aussi promptement réagi à la répression des manifestants. Les appels à « la retenue » et à l' « utilisation de moyens pacifiques pour restaurer la stabilité » n'en sont pas moins hypocrites. Qui peut croire que l'une des dictatures les plus féroces au monde, dont le chef Than Shwe est un fou paranoïaque, va se laisser intimider par des discours aussi timorés ?

De grandes firmes européennes ou américaines comme Total, Chevron sont implantées en Birmanie depuis de très nombreuses années, de trop nombreuses années. Leur commerce, leurs activités enrichissent directement la junte. Le peuple lui est condamné au travail forcé, à la peur et à la misère. Cette situation est intolérable et les arguments conduisant à la résignation ne sont pas de mise.

La Chine peut jouer un rôle clef pour forcer les militaires birmans à changer. Mais elle n'est pas la seule à pouvoir débloquer la situation comme beaucoup ont tendance à le dire, ce qui leur permet de se dédouaner de leurs propres responsabilités.

Dans tous les pays, des pressions doivent être exercées pour interdire le commerce et les investissements financiers avec la junte. On entend dire que si une entreprise se retire, une autre est prête à prendre la place… Peut être, mais le retrait d'une firme comme Total peut représenter un véritable manque à gagner immédiat et pour quelques mois pour la junte sans que cela n'affecte la situation du peuple qui ne bénéficie aucunement de ces rentrées d'argent. Par ailleurs, quelle justification morale peut on trouver à faire des affaires avec cette dictature ?

- Au niveau de l'Union européenne, il faut aussi étendre les sanctions, notamment par l'interdiction d'investir dans les secteurs les plus lucratifs pour la junte : bois rares, minerais, pétrole et gaz. Il faut aussi interdire tout commerce avec la Birmanie.

- Sans attendre, il faut organiser le boycott des firmes comme Total qui sont implantées en Birmanie.

- Au niveau international, les Nations Unies ne peuvent plus se contenter de demander « un dialogue pacifique entre les deux parties ». Ils doivent condamner explicitement les exactions de la junte et tout mettre en œuvre pour qu'un gouvernement civil voie le jour rapidement. Ce gouvernement devra prendre les mesures sociales d'urgence dont la population a tant besoin et rétablir les libertés démocratiques permettant à terme d'élire une véritable assemblée constituante rassemblant toutes les composantes de la société birmane.

- Les seules aides autorisées devraient être des aides humanitaires qui ne tombent pas sous le contrôle de la junte ou des associations qu'elle contrôle.

- La Chine a une réelle influence sur la junte birmane. A l'approche de 2008 et des jeux olympiques qui vont se dérouler à Pékin, elle est très soucieuse de sa réputation et ne tient pas vraiment à être affichée aux côtés des dictatures les plus arriérées. Il est possible de faire pression sur le gouvernement chinois en organisant une campagne disant clairement que la philosophie des jeux olympiques n'est en rien compatible avec la répression des libertés démocratiques en Chine comme en Birmanie et ailleurs [43].

Dossier publié par Europe Solidaire Sans Frontière (ESSF) le 30 septembre 2007

Notes:

[1] Burma's Democracy Challenge Flickers Out. Aung Zaw. The Irrawaddy Online. 03 septembre 2007. C'est une technique traditionnelle de la junte birmane de « lâcher » des criminels de droits communs sur les manifestations de rue.

[2] Dans la ville de Taunggok dans l'Etat d'Arakan un manifestant, Soe Win, a été condamné à 4 ans de prisons pour avoir manifesté seul en exhibant une pancarte appelant à la libération de militants politiques, dont Aung San Suu Kyi, et à l'excommunication de la foi bouddhiste du général Than Shwe, le leader de la junte birmane. Burma Protests : the Situation on September

12. The Irrawaddy Online.

[3] Myanmar. Les autorités doivent autoriser les manifestations pacifiques. Amnesty Internationale. 31 août 2007.

[4] Paw U Tun, alias Min Ko Naing et Ko Ko Gyi sont deux dirigeants du groupe d'étudiants de la génération 88. Ils avaient contribué à organiser les grandes manifestations de 1988. Le régime militaire avait alors répondu par l'assassinat d'au moins 3 000 étudiants et militants. Min Ko Naing et Ko Ko Gyi ont été relâchés en 2004 et 2005 après avoir passé 15 ans derrière les barreaux et enduré des années de tortures et mauvais traitements. La liste des 14 principaux dirigeants arrêtés est publiée sur le site de l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) : http://www.omct.org/index.php ?id=&lang=eng&actualPageNumber=1&articleId=7216&itemAdmin=article

[5] Des centaines de milliers de personnes en Birmanie/Myanmar sont soumises au travail forcé et à d'autres violations des droits de l'homme ou vivent sous la menace permanente d'y être soumises. L'usage continu du travail forcé est souvent accompagné de torture et d'autres types de violences physiques et psychologiques. Voir à ce propos l'Organisation Mondiale Contre la Torture qui coordonne un réseau de plus de 280 organisations non-gouvernementales ayant pour objectif premier d'empêcher l'usage de la torture et d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants.
http://www.omct.org/index.php ?id=&lang=eng&actualPageNumber=1&articleId=5485&itemAdmin=article

[6] Burma Protests : the Situation le 5 septembre et les jours suivants. The Irrawaddy Online.

[7] La Birmanie est un pays multi ethnique de 52 millions de personnes. 2/3 sont birmans et le 1/3 restant est composé d'une centaine de nationalités dont les Karen, Karenni, Mon, Shan, Kachin, Rakhine et Rohingya. Sans doute plus de 80 % de la population est de religion bouddhiste

[8] The Politic of Piety : Pageantry and the Struggle for Buddhism in Burma. Stephen MacCarthy. Working Paper Series n° 85. SEARC.

[9] En 1997, la junte militaire a annoncé qu'elle changeait de nom. Le State Law and Order Restoration Council (SLORC) fut rebaptisé le « State Peace and Development Council » (SPDC).

[10] The Gathering Storm. Infections, Diseases and Human Rights in Burma. Universités de Berkeley et Johns Hopkins July 2007. http://www.hrcberkeley.org/download/BurmaReport2007.pdf. Le sommaire de ce rapport se trouve sur ESSF : The Gathering Storm, Infectious Diseases and Human Rights in Burma

[11] Voir note n°10

[12] http://www.burmanet.org/news/2007/09/07/reuters-eu-calls-rights-violations-in-myanmar-a-scandal Reuters : EU calls rights violations in Myanmar a scandal 7, septembre 2007.

[13] The EU's relations with Burma/Myanmar. Overview. http://ec.europa.eu/external_relations/myanmar/intro/index.htm

[14] Info Birmanie : France Culture est-elle la voix de la diplomatie française ? http://www.info-birmanie.org/images/stories/birmanie%20france-inter.pdf

[15] Total pollue la démocratie. Lettre ouverte aux actionnaires. FIDH http://www.birmanie.net/birma/pdf/AGLettreOuverterevODS.pdf

[16] Info-Birmanie. L'UE doit renforcer sa position commune sur la Birmanie. 27 août 2007. http://www.info-birmanie.org/images/stories/depuis%20le%2015%20ao%FBtib.pdf Sur le site d'ESSF : L'UE doit renforcer sa position commune sur la Birmanie

[17] Voir note 16. http://www.info-birmanie.org/images/stories/depuis%20le%2015%20ao%FBtib.pdf

[18] Many Firsts with China. Aung Zaw. www.burmanet.org/news/2007/09/14/irrawaddy-many-firsts-with-china-aung-zaw .

[19] Les nouvelles de Birmanie n°20. Juin 2007.

[20] Deutsche Presse-Agentur : Indian foreign minister grilled on Myanmar. Friday 14 september 2007. http://www.burmanet.org/news/2007/09/14/deutsche-presse-agentur-indian-foreign-minister-grilled-on-myanmar/

[21] http://www.mizzima.com/MizzimaNews/News/2007/Sep/67-Sep-2007.html

[22] India and Burma : Such Good Friends. Nava Thakuria. 26 février 2007. Asia Sentinel

[23] Nom que s'était donné la nouvelle junte militaire après le coup d'Etat de 1988.

[24] Japan's Aid Relations with Military Regimes in Burma 1962-1991. The Kokunaika Process. Donald M. Seekins.

[25] Voir note n°24.

[26] HNS-Info. Teck de Birmanie : luxe au Nord, dictature au Sud. http://www.hns-info.net/article.php3 ?id_article=10002.

[27] South Korea Has a Burma Problem. Correspondant. 24 août 2007. Asia Sentinel.

[28] Burma's Generals on a Buying Spree. David Fullbrook. 18 novembre 2006. Asia Sentinel.

[29] L'ASEAN a été créée en 1968 à l'initiative des Etats-Unis pour combattre l'influence communiste en Asie…

[30] Engaging Burma : The ASEAN Experience. Mario Aguja. 6 avril 2006. Sur ESSF : Engaging Burma : The ASEAN Experience

[31] U Nu a été élu premier ministre de l'Union Birmane de 1948 à 1962, à l'exception de la période 1958-1960. Il remplaça Aung San, principal artisan de l'indépendance de la Birmanie, assassiné en 1947. Aung San, est devenu une figure de légende dans le pays. Il est le père d'Aung San Suu Kyi qui est la dirigeante principale de la NLD et qui a obtenu 80% des suffrages lors des élections de 1990 que la junte militaire a du concéder sous la pression populaire.

[32] En 1962, à la suite de son coup d'Etat, le général Ne Win a promulgué une série de réformes institutionnelles et politiques sous la bannière de la « voix birmane vers le socialisme ». Les réformes n'ont eu de « socialiste » que le nom. De 1962 à 1988, la Birmanie a vécu plus ou moins en autarcie, au rythme de réformes économiques aberrantes conduisant ce pays riche en ressources naturelles à une pauvreté sans nom.

[33] Le travail forcé ne s'opère pas directement sur le site mais des civils birmans sont enrôlés de force pour défricher la jungle autour du site et le long des pipe lines au péril de leur santé. Beaucoup contractent la malaria dans la forêt. Seront-ils soignés par le docteur Kouchner ? Voir aussi Rapport Kouchner consultable sur le site http://birmanie.total.com/fr/publications/rapport_bkconseil.pdf Sur le rapport Kouchner et la polémique qui a suivi sa publication en 1993, voir sur ESSF : Dossier : Kouchner total mercenaire, Birmanie : Réactions de la FIDH au rapport de Bernard Kouchner "Relation d'un voyage et de la découverte d'une industrie muette", Les aventures de Total Kouchner en Birmanie...

[34] Sur le sujet, il existe une très nombreuse littérature. Voir par exemple Interview with Brad Adams, outlining Burmese Ethnic Minority Communities' Ongoing Horrors. Human Rights Watch. http://hrw.org/english/docs/2005/09/22/burma11774.htm

[35] En 1994, l'Inde et la Birmanie ont signé un accord commercial autorisant l'accès sans

restriction à une zone de 40 kilomètres de chaque côté de la frontière, longue de 1643 km. Cela a conduit en particulier à faciliter le passage de drogues des deux côtés de la frontière.

[36] Burma Briefing. October-December 2005. A Campaign by Asian Center for Human Rights and Mizzima News.

[37] The Gathering Storm. Infectious Diseases and Human Rights in Burma. University of Berkeley and John Hopkins. July 2007. http://www.hrcberkeley.org/download/BurmaReport2007.pdf

[38] Les enfants sacrifiés de la junte birmane. Hebdo Net N°52 http://www.birmanie.org/Fichiers/File/NETHEBDO/hebdo52.html

[39] UNICEF in Myanmar : Protecting Lives, Nurturing Dreams. Unicef Rapport 2004. Voir aussi The Gathering Storm. Infectious Diseases and Human Rights in Burma. University of Berkeley and John Hopkins. July 2007. http://www.hrcberkeley.org/download/BurmaReport2007.pdf

[40] Voir note n° 37

[41] Voir note n° 37

[42] Pour plus de détails sur la convention nationale chargée d'écrire la nouvelle constitution, voir le site de Human Rights Watch. http://hrw.org/

[43] A un an des jeux olympiques, Reporters sans Frontières a lancé une campagne pour sensibiliser à la question des droits de l'homme en Chine.
http://www.rsf.org/article.php3 ?id_article=23181